

## Évolutions bancaires et monétaires en Polynésie française au 31 décembre 2017

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon l'édition de janvier 2018 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale s'est affermie en 2017 à +3,7 % (après +3,2 % en 2016). L'embellie se manifeste dans la plupart des économies. Cette dynamique devrait perdurer en 2018 et 2019, avec une croissance du PIB estimée à +3,9 %. L'accélération attendue de la croissance américaine aura des répercussions positives sur la demande extérieure et les conditions financières resteront favorables, en dépit du resserrement des politiques monétaires.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 2017, selon Eurostat. L'inflation a légèrement fléchi à 1,3 % en janvier 2018 et le taux de chômage a atteint 8,7 % en fin d'année 2017, son niveau le plus bas depuis janvier 2009. La Commission européenne estime l'augmentation du PIB à +2,4 % en 2017 et table sur une croissance de +2,3 % en 2018 et +2,0 % en 2019, tirée par la vigueur de la demande internationale et l'amélioration du marché du travail.

À l'issue de la réunion du 8 mars 2018, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs, au rythme mensuel actuel de 30 milliards d'euros, devraient être réalisés jusque fin septembre 2018 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif », à savoir « des taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme ».

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, l'économie a crû de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (après +0,5 %). Sur l'année 2017, l'activité a ainsi progressé de 2,0 % (après +1,1 % en 2016), tirée par une nette accélération de l'investissement (+3,7 %), et des exportations (+3,5 %). En parallèle, la consommation des ménages a ralenti (+1,3 %, après +2,1 %).

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee – données arrêtées à la date du 28 février 2018

### SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Dans un contexte économique globalement favorable, l'activité bancaire polynésienne se raffermie à fin décembre 2017. Elle est caractérisée par la croissance de l'encours des crédits et des dépôts. L'assainissement du portefeuille se poursuit ; le taux de créances douteuses ressort à 6,5 %. La masse monétaire demeure bien orientée (+2,9 %) et s'établit à 467 milliards de F CFP. La position extérieure nette des banques locales, largement excédentaire, se conforte à 38,6 milliards de F CFP.

#### Amélioration de l'encours des crédits sains

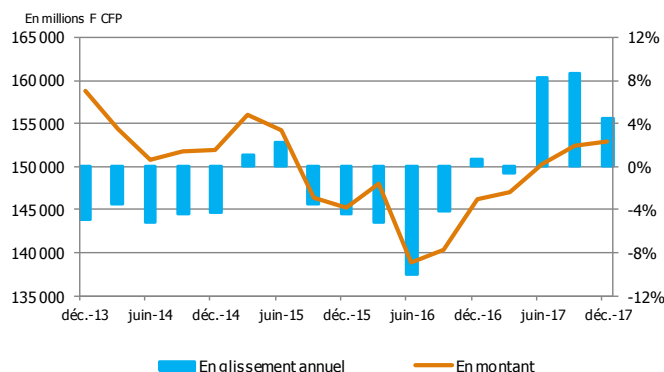
L'encours sain des crédits octroyés par les banques locales (430,2 milliards de F CFP) affiche une bonne progression en décembre 2017, +3,4 % en glissement annuel, après +2,5 % en juin 2017. Cette évolution favorable est perceptible tant pour les entreprises que pour les particuliers.

#### Croissance dynamique des crédits aux entreprises

L'encours sain des crédits aux entreprises (152,9 milliards de F CFP) connaît une hausse continue depuis juin 2016, son niveau le plus bas de la décennie. Son rythme de croissance demeure dynamique, +4,5 % en décembre 2017, après +8,3 % six mois plus tôt.

Le financement de l'investissement (74,6 milliards de F CFP) poursuit sa progression, +5,1 % en glissement annuel, grâce à la bonne tenue de la production de crédit. Les crédits à l'habitat (crédits à la construction, crédits promoteurs, etc.) s'accroissent de 8,8 %, à 14,7 milliards de F CFP.

Évolution des crédits aux entreprises



Les crédits d'exploitation (59,8 milliards de F CFP) augmentent de 2,2 % sur un an, tirés par les crédits de trésorerie (+7,8 %) qui compensent les comptes ordinaires débiteurs en retrait de 3,3 %.

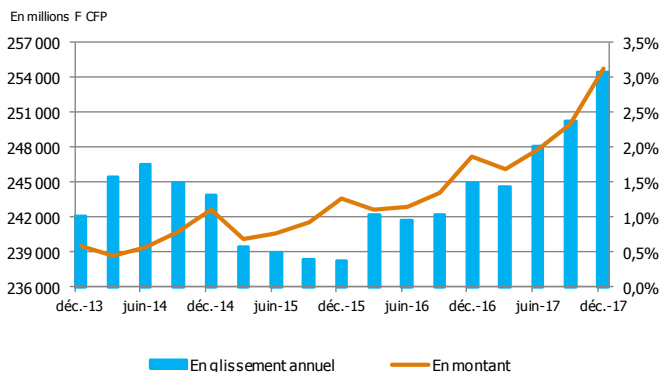
### Croissance accélérée des crédits aux ménages

L'encours sain des crédits aux ménages s'élève à 254,8 milliards de F CFP à fin décembre 2017 (+3,1 % en glissement annuel).

Cette évolution favorable est imputable aux crédits immobiliers (169,0 milliards de F CFP), principale composante de l'endettement des ménages, qui poursuivent leur hausse (+4,2 % sur l'année).

L'encours des crédits à la consommation (68,1 milliards de F CFP) décline encore, mais à un rythme moindre (-1,1 % en glissement annuel).

Évolution des crédits aux ménages



### Repli des crédits aux collectivités locales

L'encours sain des crédits aux collectivités locales se contracte de 1,6 % en glissement annuel en décembre 2017 (+1,5 % en juin 2017). L'octroi d'un prêt de un milliard de F CFP pour financer le programme d'investissement 2017 du Pays ne permet pas de compenser l'amortissement des emprunts. L'endettement bancaire des collectivités atteint ainsi 14,7 milliards de F CFP à fin 2017.

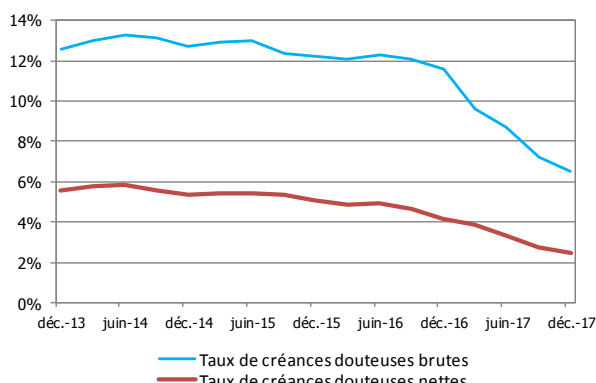
### Une sinistralité en forte baisse sur l'année

La qualité du portefeuille des banques de la place, qui comporte encore une part importante de risques, s'améliore nettement à fin décembre 2017, grâce à la cession de prêts non performants réalisés par deux établissements à des sociétés spécialisées, ainsi qu'aux efforts portés sur le recouvrement des créances.

L'encours des créances douteuses brutes diminue ainsi de 44,9 % sur l'année, à 30,0 milliards de F CFP. Le taux de créances douteuses recule de 5,1 points sur un an, pour s'établir à 6,5 %.

Déduction faite des importantes provisions constituées par les banques, 64 % à fin décembre 2017 (-3,1 points sur un an), les créances douteuses nettes s'élèvent à 10,9 milliards de F CFP, en repli de 39,8 % en glissement annuel. Le taux de créances douteuses nettes ressort à 2,5 % (après 4,2 % un an auparavant).

Évolution du taux de créances douteuses des EC locaux



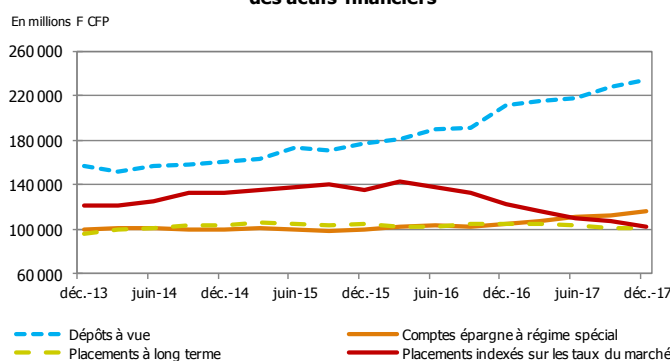
### Hausse continue des actifs financiers

La croissance des dépôts collectés et gérés par le système bancaire local s'accélère en décembre 2017, +2,9 % en glissement annuel, après +1,8 % six mois plus tôt. Ils atteignent 473,8 milliards de F CFP.

La collecte nette des dépôts à vue (233,7 milliards de F CFP) continue de progresser sensiblement, +10,5 % en glissement annuel, après +14,9 % en juin 2017. Cette évolution, perceptible pour tous les agents économiques, s'explique notamment par un arbitrage opéré au détriment des dépôts à terme (100,8 milliards de F CFP). Moins attractifs en termes de rémunération, ces derniers reculent encore, -16,5 %, après -20,5 % six mois plus tôt.

Les comptes d'épargne à régime spécial (138,4 milliards de F CFP), détenus en quasi-totalité par les ménages, conservent un rythme de croissance soutenu, +8,8 % en glissement annuel (+6,1 % en juin 2017), tirés par les livrets ordinaires (+10,0 %) et, dans une moindre mesure, par les plans d'épargne logement (+3,4 %).

Évolution des principales composantes des actifs financiers



### Léger retrait des autres placements auprès du système bancaire local

Les autres placements proposés à la clientèle polynésienne par les banques locales (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations, etc.), non transformables pour leur activité de financement, reculent sur l'année (-5,1 %) et s'établissent à 79,0 milliards de F CFP.

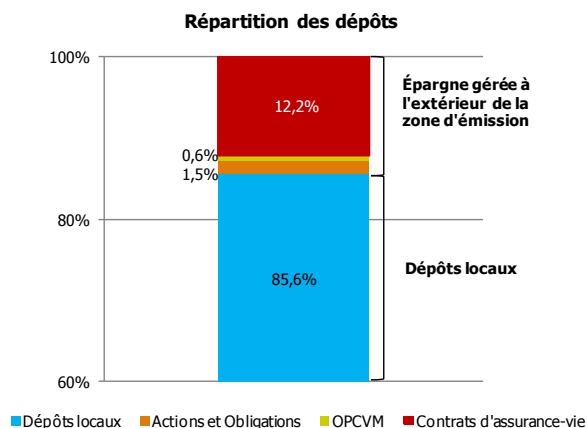
Cette évolution défavorable s'explique par la baisse continue des contrats d'assurance-vie (67,4 milliards de F CFP, -5,7 % sur un an), en raison de la faiblesse de leur rendement. Ils demeurent toutefois le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission (85 % du total).

Au total, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques progresse de 1,7 % en glissement annuel à fin décembre 2017, après +1,5 % six mois plus tôt, pour s'établir à 552,8 milliards de F CFP.

Les bons résultats de la collecte auprès des ménages perdurent (+3,6 % sur un an, après +2,6 % en juin 2017), portés par la hausse notable des dépôts à vue (+15,8 %), des comptes sur livrets (+10,1 %) et des plans d'épargne logement (+3,3 %). En revanche, les dépôts à terme et les contrats d'assurance-vie diminuent (-11,4 % et -5,7 % respectivement). Les actifs financiers des ménages culminent à 383,0 milliards de F CFP à fin décembre 2017 (370 milliards de F CFP en décembre 2016).

Les avoirs des entreprises (128,0 milliards de F CFP) se replient en décembre 2017, -2,3 % par rapport au pic atteint en décembre 2016 (131 milliards de F CFP). Cette contraction est imputable à la baisse des dépôts à terme (-18,9 %), plus importante que l'augmentation des dépôts à vue (+5,6 %).

Les actifs financiers des autres agents (41,8 milliards de F CFP) affichent un repli de 2,3 % sur un an. Les dépôts à terme (-49,0 % sur un an) arrivés à échéance ont en grande partie été transférés en dépôts à vue (+8,4 % en glissement annuel).



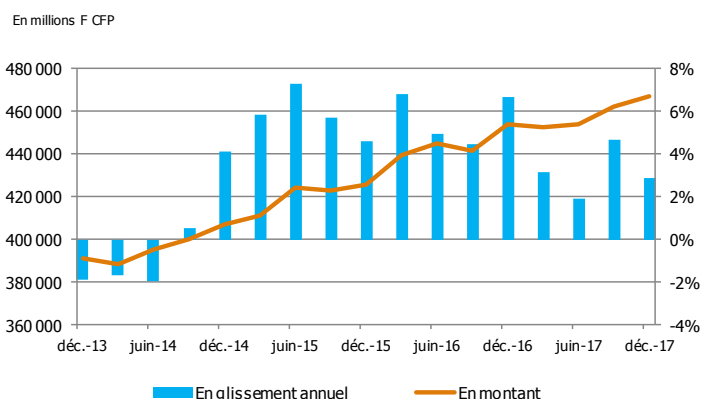
## Amélioration du solde emplois-ressources des banques

### Croissance continue de la masse monétaire

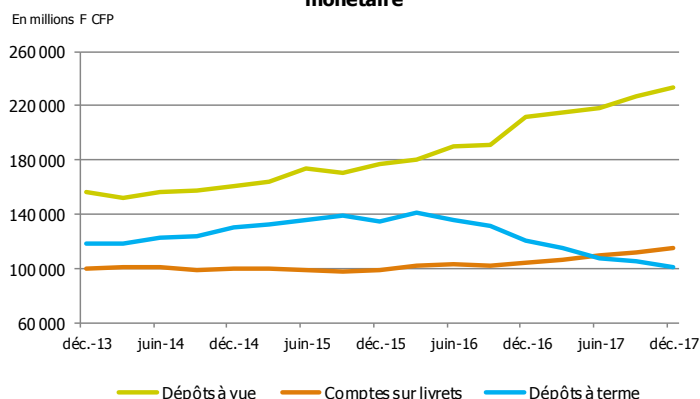
La masse monétaire M3 poursuit sa croissance, +2,9 % en glissement annuel, après +1,9 % en juin 2017, et s'élève à 467,1 milliards de F CFP à fin décembre 2017.

Cette évolution est imputable à la hausse sensible des dépôts à vue et, dans une moindre mesure, de celle des comptes sur livrets. La circulation fiduciaire progresse de 3,2 %. En revanche, les dépôts à terme diminuent fortement.

**Évolution de la masse monétaire**



**Évolution des principales composantes de la masse monétaire**

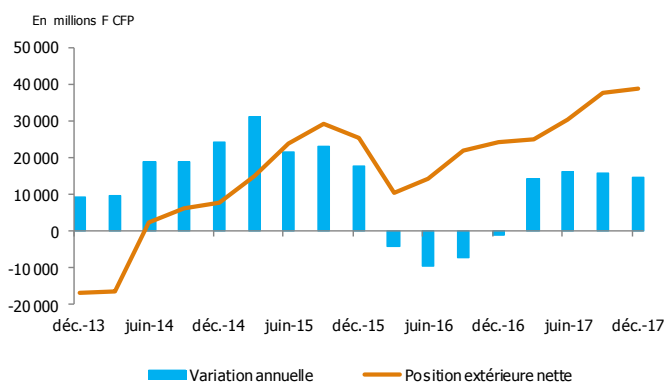


### Consolidation de la position extérieure nette

Le solde emplois-ressources clientèle des banques locales s'améliore sensiblement en décembre 2017, en lien avec le repli des crédits bruts (-2,2 % sur l'année) et l'augmentation des dépôts collectés (+2,4 %). Il ressort à 3,9 milliards de F CFP, après -15,1 milliards de F CFP en juin 2017 et -25,2 milliards de F CFP en décembre 2012.

La position extérieure nette (différence entre les avoirs des établissements de crédit locaux et leurs engagements situés hors de la zone d'émission) se renforce en décembre 2017, à +38,6 milliards de F CFP, après +30,2 milliards de F CFP en juin 2017.

**Évolution de la position extérieure nette**

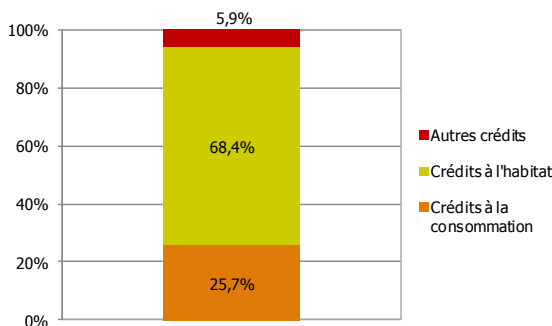


# ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

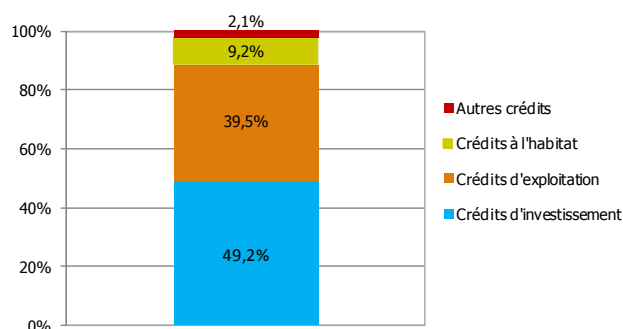
Parallèlement aux crédits à l'économie distribués par le système bancaire local, les agents économiques recourent à des financements auprès d'établissements situés hors zone d'émission. La part de marché des établissements de crédit non installés localement représente 21,4 % des concours sains (-0,6 point sur l'année). Leur contribution au financement des collectivités locales est forte (83 % de leurs crédits), tandis qu'ils interviennent à hauteur de 14 % auprès des ménages, essentiellement sur les crédits à l'habitat, et de 2 % auprès des entreprises.

L'encours sain des crédits se redresse, +2,6 % en glissement annuel, après +1,3 % en juin 2017, soutenu par les crédits aux entreprises (+5,0 %) et aux ménages (+3,8 %).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



## MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

## Le système bancaire local

### Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	14 399	13 965	14 262	15 540	15 016	16 153	15 700	16 037	-0,7%	3,2%
<i>Billets</i>	12 193	11 722	11 980	13 176	12 652	13 769	13 297	13 602	-1,2%	3,2%
<i>Pièces</i>	2 206	2 243	2 282	2 363	2 363	2 384	2 403	2 435	2,1%	3,0%
Dépôts à vue	156 490	161 182	176 658	211 557	214 573	217 975	227 387	233 740	7,2%	10,5%
<b>TOTAL M1</b>	<b>170 889</b>	<b>175 147</b>	<b>190 920</b>	<b>227 097</b>	<b>229 589</b>	<b>234 129</b>	<b>243 087</b>	<b>249 777</b>	<b>6,7%</b>	<b>10,0%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>100 255</b>	<b>100 270</b>	<b>99 524</b>	<b>105 171</b>	<b>107 441</b>	<b>110 519</b>	<b>112 811</b>	<b>115 670</b>	<b>4,7%</b>	<b>10,0%</b>
Comptes sur livrets	99 845	99 883	99 132	104 764	107 007	110 073	112 361	115 200	4,7%	10,0%
Comptes épargne logement	410	387	391	407	433	446	450	470	5,3%	15,4%
<b>TOTAL M2</b>	<b>271 144</b>	<b>275 417</b>	<b>290 444</b>	<b>332 268</b>	<b>337 030</b>	<b>344 648</b>	<b>355 898</b>	<b>365 447</b>	<b>6,0%</b>	<b>10,0%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>119 961</b>	<b>131 724</b>	<b>135 281</b>	<b>121 712</b>	<b>115 730</b>	<b>108 972</b>	<b>106 392</b>	<b>101 679</b>	<b>-6,7%</b>	<b>-16,5%</b>
Dépôts à terme	118 304	130 295	134 232	120 767	114 791	108 069	105 528	100 850	-6,7%	-16,5%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0		
Bons de caisse	1 656	1 429	1 049	945	940	903	865	829	-8,2%	-12,3%
<b>TOTAL M3</b>	<b>391 105</b>	<b>407 141</b>	<b>425 724</b>	<b>453 980</b>	<b>452 760</b>	<b>453 619</b>	<b>462 291</b>	<b>467 126</b>	<b>3,0%</b>	<b>2,9%</b>
<b>P1</b>	<b>17 578</b>	<b>18 425</b>	<b>20 432</b>	<b>21 982</b>	<b>22 638</b>	<b>22 722</b>	<b>22 735</b>	<b>22 725</b>	<b>0,0%</b>	<b>3,4%</b>
Plans d'épargne logement	17 578	18 425	20 432	21 982	22 638	22 722	22 735	22 725	0,0%	3,4%
Autres comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>M3+P1</b>	<b>408 682</b>	<b>425 565</b>	<b>446 156</b>	<b>475 963</b>	<b>475 399</b>	<b>476 341</b>	<b>485 026</b>	<b>489 851</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,9%</b>

### Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17	1 sem	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>132 228</b>	<b>142 764</b>	<b>145 621</b>	<b>155 897</b>	<b>137 025</b>	<b>145 521</b>	<b>158 417</b>	<b>159 010</b>	<b>9,3%</b>	<b>2,0%</b>
Institut d'émission	47 080	44 593	39 466	68 907	53 278	51 149	56 560	55 868	9,2%	-18,9%
Établissements de crédit	85 148	98 170	106 155	86 991	83 747	94 372	101 857	103 142	9,3%	18,6%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>5 259</b>	<b>5 616</b>	<b>5 434</b>	<b>7 198</b>	<b>7 484</b>	<b>7 898</b>	<b>7 748</b>	<b>9 110</b>	<b>15,3%</b>	<b>26,6%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>253 618</b>	<b>258 761</b>	<b>274 669</b>	<b>290 885</b>	<b>308 251</b>	<b>300 200</b>	<b>296 126</b>	<b>299 006</b>	<b>-0,4%</b>	<b>2,8%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	482 798	481 066	473 600	470 578	460 043	459 916	457 381	460 193	0,1%	-2,2%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	229 180	222 305	198 931	179 692	151 792	159 716	161 255	161 187	0,9%	-10,3%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	46 003	49 484	49 723	47 610	47 471	44 895	44 698	44 488	-0,9%	-6,6%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	35 918	37 697	35 891	36 364	27 244	25 567	21 030	19 132	-25,2%	-47,4%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	101 962	90 629	80 817	62 881	58 748	64 143	64 356	64 543	0,6%	2,6%
<i>Épargne contractuelle</i>	17 578	18 425	20 432	21 982	22 638	22 722	22 735	22 725	0,0%	3,4%
<i>Divers</i>	27 719	26 071	12 069	10 854	-4 309	2 390	8 436	10 299	331,0%	-5,1%
<b>Total M3</b>	<b>391 105</b>	<b>407 141</b>	<b>425 724</b>	<b>453 980</b>	<b>452 760</b>	<b>453 619</b>	<b>462 291</b>	<b>467 126</b>	<b>3,0%</b>	<b>2,9%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-16 814</b>	<b>7 542</b>	<b>25 338</b>	<b>24 110</b>	<b>24 999</b>	<b>30 229</b>	<b>37 501</b>	<b>38 599</b>	<b>27,7%</b>	<b>60,1%</b>

### Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-13	déc.-14	déc.-15	déc.-16	mars-17	juin-17	sept.-17	déc.-17	1 sem	1 an
<b>Emplois</b>	<b>497 111</b>	<b>506 876</b>	<b>525 983</b>	<b>551 656</b>	<b>545 405</b>	<b>541 421</b>	<b>546 507</b>	<b>542 843</b>	<b>0,3%</b>	<b>-1,6%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	482 798	481 066	473 600	470 578	460 043	459 916	457 381	460 193	0,1%	-2,2%
Réserves obligatoires et libres	14 313	18 268	27 044	56 969	60 364	51 276	51 625	44 051	-14,1%	-22,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	7 542	25 338	24 110	24 999	30 229	37 501	38 599	27,7%	60,1%
<b>Ressources</b>	<b>497 111</b>	<b>506 876</b>	<b>525 983</b>	<b>551 656</b>	<b>545 405</b>	<b>541 421</b>	<b>546 507</b>	<b>542 843</b>	<b>0,3%</b>	<b>-1,6%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	381 208	398 067	419 309	445 429	446 059	444 781	454 804	456 287	2,6%	2,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	81 921	87 181	85 614	83 975	74 715	70 462	65 729	63 620	-9,7%	-24,2%
Excédent des opérations diverses des EC	13 189	18 672	17 281	18 117	20 888	22 666	22 538	21 833	-3,7%	20,5%
Réescompte	3 978	2 956	3 778	4 136	3 743	3 512	3 437	1 104	-68,6%	-73,3%
Position extérieure nette des EC (si négative)	16 814	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Solde Emplois-Ressources Clientèle (déficit)</b>	<b>101 590</b>	<b>82 999</b>	<b>54 291</b>	<b>25 149</b>	<b>13 983</b>	<b>15 135</b>	<b>2 577</b>	<b>3 906</b>	<b>-74,2%</b>	<b>-84,5%</b>

## Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>103 686,3</b>	<b>113 340,0</b>	<b>116 290,8</b>	<b>131 047,0</b>	<b>127 971,1</b>	<b>125 171,3</b>	<b>126 744,9</b>	<b>128 039,3</b>	<b>2,3%</b>	<b>-2,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>66 522,0</b>	<b>64 568,6</b>	<b>73 914,9</b>	<b>88 197,1</b>	<b>86 180,6</b>	<b>86 669,0</b>	<b>90 678,0</b>	<b>93 175,6</b>	<b>7,5%</b>	<b>5,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>36 601,0</b>	<b>48 273,6</b>	<b>41 903,9</b>	<b>42 380,8</b>	<b>41 427,6</b>	<b>38 042,6</b>	<b>35 571,8</b>	<b>34 324,6</b>	<b>-9,8%</b>	<b>-19,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	36 601,0	48 273,6	41 903,9	42 380,8	41 427,6	38 042,6	35 571,8	34 324,6	-9,8%	-19,0%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>35 514,8</i>	<i>47 364,0</i>	<i>41 513,4</i>	<i>42 183,3</i>	<i>41 230,7</i>	<i>37 856,9</i>	<i>35 389,8</i>	<i>34 229,8</i>	<i>-9,6%</i>	<i>-18,9%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>545,6</i>	<i>369,0</i>	<i>120,3</i>	<i>108,6</i>	<i>108,5</i>	<i>108,4</i>	<i>108,2</i>	<i>25,3</i>	<i>-76,7%</i>	<i>-76,7%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s.	n.s.
<b>Épargne à long terme</b>	<b>563,3</b>	<b>497,7</b>	<b>472,0</b>	<b>469,1</b>	<b>362,9</b>	<b>459,7</b>	<b>495,1</b>	<b>539,1</b>	<b>17,3%</b>	<b>14,9%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>342,8</i>	<i>290,3</i>	<i>318,7</i>	<i>347,4</i>	<i>274,3</i>	<i>353,6</i>	<i>258,1</i>	<i>266,0</i>	<i>-24,8%</i>	<i>-23,4%</i>
<b>Ménages</b>	<b>339 796,3</b>	<b>351 294,4</b>	<b>357 617,8</b>	<b>369 833,8</b>	<b>371 870,3</b>	<b>374 285,2</b>	<b>377 494,0</b>	<b>383 001,1</b>	<b>2,3%</b>	<b>3,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>73 430,5</b>	<b>77 478,6</b>	<b>81 222,8</b>	<b>91 853,9</b>	<b>95 085,1</b>	<b>98 069,7</b>	<b>100 350,2</b>	<b>106 400,2</b>	<b>8,5%</b>	<b>15,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>171 380,2</b>	<b>170 761,6</b>	<b>171 924,1</b>	<b>173 763,5</b>	<b>172 552,8</b>	<b>173 089,6</b>	<b>176 079,6</b>	<b>175 830,7</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	98 070,0	97 669,6	96 423,7	101 897,7	103 592,7	106 930,8	109 098,6	112 163,4	4,9%	10,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>97 660,0</i>	<i>97 283,2</i>	<i>96 032,4</i>	<i>101 490,7</i>	<i>103 159,3</i>	<i>106 484,7</i>	<i>108 648,3</i>	<i>111 693,5</i>	<i>4,9%</i>	<i>10,1%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>410,0</i>	<i>386,4</i>	<i>391,4</i>	<i>407,0</i>	<i>433,4</i>	<i>446,1</i>	<i>450,3</i>	<i>469,9</i>	<i>5,3%</i>	<i>15,4%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	73 310,2	73 092,0	75 500,3	71 865,8	68 960,1	66 158,7	66 981,0	63 667,3	-3,8%	-11,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>71 511,5</i>	<i>71 650,1</i>	<i>74 277,0</i>	<i>70 651,8</i>	<i>67 745,5</i>	<i>64 975,6</i>	<i>65 861,2</i>	<i>62 577,3</i>	<i>-3,7%</i>	<i>-11,4%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>1 113,3</i>	<i>885,5</i>	<i>775,9</i>	<i>854,0</i>	<i>848,8</i>	<i>823,1</i>	<i>788,3</i>	<i>756,8</i>	<i>-8,0%</i>	<i>-11,4%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>685,4</i>	<i>556,4</i>	<i>447,5</i>	<i>360,0</i>	<i>365,9</i>	<i>360,0</i>	<i>331,5</i>	<i>333,2</i>	<i>-7,5%</i>	<i>-7,5%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>94 985,6</b>	<b>103 054,2</b>	<b>104 470,8</b>	<b>104 216,5</b>	<b>104 232,4</b>	<b>103 125,9</b>	<b>101 064,2</b>	<b>100 770,2</b>	<b>-2,3%</b>	<b>-3,3%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>17 553,9</i>	<i>18 400,2</i>	<i>20 406,7</i>	<i>21 954,8</i>	<i>22 610,3</i>	<i>22 686,3</i>	<i>22 687,9</i>	<i>22 676,7</i>	<i>0,0%</i>	<i>3,3%</i>
<i>dont portefeuilles-titres</i>	<i>6 680,2</i>	<i>7 339,6</i>	<i>7 190,1</i>	<i>7 930,1</i>	<i>7 756,1</i>	<i>7 916,0</i>	<i>8 005,0</i>	<i>7 954,8</i>	<i>0,5%</i>	<i>0,3%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>4 092,3</i>	<i>3 427,7</i>	<i>3 008,2</i>	<i>2 817,5</i>	<i>2 821,2</i>	<i>2 877,0</i>	<i>2 861,5</i>	<i>2 721,1</i>	<i>-5,4%</i>	<i>-3,4%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>66 659,4</i>	<i>73 886,7</i>	<i>73 865,8</i>	<i>71 514,0</i>	<i>71 044,7</i>	<i>69 646,7</i>	<i>67 509,9</i>	<i>67 417,6</i>	<i>-3,2%</i>	<i>-5,7%</i>
<b>Autres agents</b>	<b>30 142,0</b>	<b>33 136,5</b>	<b>43 103,2</b>	<b>42 754,8</b>	<b>43 014,7</b>	<b>42 113,2</b>	<b>44 413,1</b>	<b>41 780,5</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-2,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>16 537,7</b>	<b>19 134,9</b>	<b>21 520,1</b>	<b>31 506,4</b>	<b>33 307,5</b>	<b>33 236,7</b>	<b>36 359,1</b>	<b>34 163,9</b>	<b>2,8%</b>	<b>8,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>13 494,8</b>	<b>13 898,9</b>	<b>21 554,1</b>	<b>11 217,5</b>	<b>9 674,8</b>	<b>8 836,3</b>	<b>8 001,6</b>	<b>7 562,2</b>	<b>-14,4%</b>	<b>-32,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 185,2	2 600,1	3 100,1	3 273,7	3 848,0	3 588,2	3 712,6	3 507,0	-2,3%	7,1%
Placements indexés sur les taux de marché	11 309,6	11 298,7	18 454,0	7 943,9	5 826,8	5 248,1	4 289,0	4 055,2	-22,7%	-49,0%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>11 278,2</i>	<i>11 281,4</i>	<i>18 441,8</i>	<i>7 931,7</i>	<i>5 814,6</i>	<i>5 236,1</i>	<i>4 276,9</i>	<i>4 043,1</i>	<i>-22,8%</i>	<i>-49,0%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>109,5</b>	<b>102,7</b>	<b>29,0</b>	<b>30,9</b>	<b>32,5</b>	<b>40,1</b>	<b>52,5</b>	<b>54,4</b>	<b>35,6%</b>	<b>76,3%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>473 624,7</b>	<b>497 770,8</b>	<b>517 011,7</b>	<b>543 635,6</b>	<b>542 856,1</b>	<b>541 569,7</b>	<b>548 652,0</b>	<b>552 820,9</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>156 490,2</b>	<b>161 182,1</b>	<b>176 657,9</b>	<b>211 557,4</b>	<b>214 573,2</b>	<b>217 975,4</b>	<b>227 387,2</b>	<b>233 739,7</b>	<b>7,2%</b>	<b>10,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>221 476,0</b>	<b>232 934,1</b>	<b>235 382,1</b>	<b>227 361,7</b>	<b>223 655,2</b>	<b>219 968,5</b>	<b>219 652,9</b>	<b>217 717,5</b>	<b>-1,0%</b>	<b>-4,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	100 255,2	100 269,7	99 523,8	105 171,4	107 440,7	110 519,1	112 811,2	115 670,4	4,7%	10,0%
Placements indexés sur les taux de marché	121 220,8	132 664,3	135 858,3	122 190,4	116 214,5	109 449,5	106 841,8	102 047,1	-6,8%	-16,5%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>95 658,5</b>	<b>103 654,7</b>	<b>104 971,7</b>	<b>104 716,4</b>	<b>104 627,7</b>	<b>103 625,7</b>	<b>101 611,9</b>	<b>101 363,8</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-3,2%</b>

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>394 283,9</b>	<b>411 600,7</b>	<b>431 894,4</b>	<b>460 423,0</b>	<b>460 382,7</b>	<b>460 187,8</b>	<b>469 326,0</b>	<b>473 813,9</b>	<b>3,0%</b>	<b>2,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>156 490,2</b>	<b>161 182,1</b>	<b>176 657,9</b>	<b>211 557,4</b>	<b>214 573,2</b>	<b>217 975,4</b>	<b>227 387,2</b>	<b>233 739,7</b>	<b>7,2%</b>	<b>10,5%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>117 832,8</b>	<b>118 694,5</b>	<b>119 955,7</b>	<b>127 153,5</b>	<b>130 079,1</b>	<b>133 240,8</b>	<b>135 546,3</b>	<b>138 395,2</b>	<b>3,9%</b>	<b>8,8%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>99 845,2</i>	<i>99 883,2</i>	<i>99 132,3</i>	<i>104 764,2</i>	<i>107 007,2</i>	<i>110 072,8</i>	<i>112 360,7</i>	<i>115 200,4</i>	<i>4,7%</i>	<i>10,0%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>410,0</i>	<i>386,6</i>	<i>391,5</i>	<i>407,2</i>	<i>433,5</i>	<i>446,2</i>	<i>450,4</i>	<i>470,0</i>	<i>5,3%</i>	<i>15,4%</i>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>17 577,6</i>	<i>18 424,8</i>	<i>20 431,9</i>	<i>21 982,1</i>	<i>22 638,4</i>	<i>22 721,8</i>	<i>22 735,2</i>	<i>22 724,8</i>	<i>0,0%</i>	<i>3,4%</i>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>118 304,5</b>	<b>130 295,5</b>	<b>134 232,2</b>	<b>120 766,8</b>	<b>114 790,8</b>	<b>108 068,6</b>	<b>105 528,0</b>	<b>100 850,2</b>	<b>-6,7%</b>	<b>-16,5%</b>
<b>Bons de caisse</b>	<b>1 656,4</b>	<b>1 428,6</b>	<b>1 048,6</b>	<b>945,3</b>	<b>939,7</b>	<b>903,0</b>	<b>864,5</b>	<b>828,8</b>	<b>-8,2%</b>	<b>-12,3%</b>
<b>Titres de créances négociables</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	n.s.	n.s.
<b>Obligations</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	n.s.	n.s.
<b>Épargne hors zone d'émission</b>	<b>79 340,8</b>	<b>86 170,1</b>	<b>85 117,3</b>	<b>83 212,6</b>	<b>82 473,4</b>	<b>81 381,9</b>	<b>79 326,0</b>	<b>79 007,0</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-5,1%</b>
<i>dont actions</i>	<i>2 908,9</i>	<i>2 753,7</i>	<i>2 602,0</i>	<i>2 547,6</i>	<i>2 506,4</i>	<i>2 537,6</i>	<i>2 831,4</i>	<i>2 839,6</i>	<i>11,9%</i>	<i>11,5%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>4 066,3</i>	<i>4 871,4</i>	<i>4 745,1</i>	<i>5 507,8</i>	<i>5 342,6</i>	<i>5 489,1</i>	<i>5 415,9</i>	<i>5 394,6</i>	<i>-1,7%</i>	<i>-2,1%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1 259,9</i>	<i>940,2</i>	<i>577,4</i>	<i>478,3</i>	<i>484,0</i>	<i>477,9</i>	<i>449,3</i>	<i>368,0</i>	<i>-23,0%</i>	<i>-23,1%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>4 446,3</i>	<i>3 718,1</i>	<i>3 327,0</i>	<i>3 164,9</i>	<i>3 095,6</i>	<i>3 230,5</i>	<i>3 119,6</i>	<i>2 987,1</i>	<i>-7,5%</i>	<i>-5,6%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>66 659,4</i>	<i>73 886,7</i>	<i>73 865,8</i>	<i>71 514,0</i>	<i>71 044,7</i>	<i>69 646,7</i>	<i>67 509,9</i>	<i>67 417,6</i>	<i>-3,2%</i>	<i>-5,7%</i>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>473 624,7</b>	<b>497 770,8</b>	<b>517 011,7</b>	<b>543 635,6</b>	<b>542 856,1</b>	<b>541 569,7</b>	<b>548 652,0</b>	<b>552 820,9</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,7%</b>



## Les concours des établissements locaux

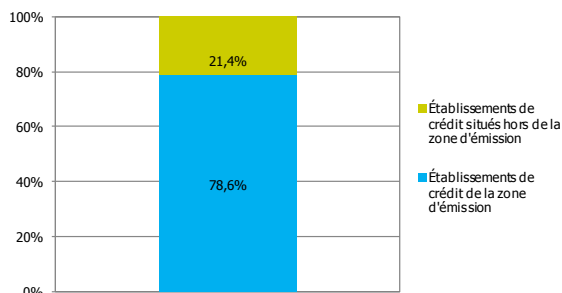
	En millions de F CFP								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	73 044,3	65 106,0	58 812,9	58 544,5	59 053,7	60 537,2	61 794,1	59 826,3	-1,2%	2,2%
<i>Créances commerciales</i>	1 756,5	1 916,4	2 094,3	2 475,7	2 254,8	2 392,0	2 674,8	2 602,5	8,8%	5,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	37 173,7	30 375,3	28 846,6	27 249,9	28 098,8	29 296,9	29 534,9	29 366,2	0,2%	7,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3 587,2	3 308,5	2 909,6	2 758,2	2 729,0	2 628,2	2 498,3	2 419,8	-7,9%	-12,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	34 114,2	32 814,4	27 872,0	28 818,9	28 700,1	28 848,3	29 584,4	27 857,6	-3,4%	-3,3%
Crédits d'investissement	65 332,5	67 498,0	69 252,1	71 027,0	70 837,1	72 272,1	72 652,0	74 626,2	3,3%	5,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	64 348,6	66 257,9	67 875,3	69 422,5	69 226,8	70 632,6	70 994,9	72 874,9	3,2%	5,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 402,0	4 574,4	4 716,8	4 491,0	4 389,2	4 467,0	4 411,2	4 440,0	-0,6%	-1,1%
<i>Crédit-bail</i>	983,9	1 240,1	1 376,8	1 604,5	1 610,3	1 639,4	1 657,0	1 751,3	6,8%	9,1%
Crédits à l'habitat	14 846,1	14 304,7	13 910,7	13 516,1	14 031,2	14 228,2	14 617,7	14 701,9	3,3%	8,8%
Autres crédits	5 579,7	5 091,3	3 258,5	3 204,8	3 117,3	3 270,2	3 433,1	3 761,7	15,0%	17,4%
<b>Encours sain</b>	<b>158 802,7</b>	<b>152 000,0</b>	<b>145 234,1</b>	<b>146 292,4</b>	<b>147 039,3</b>	<b>150 307,7</b>	<b>152 496,9</b>	<b>152 916,1</b>	<b>1,7%</b>	<b>4,5%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	82 228,6	76 673,2	71 209,5	68 826,9	66 949,3	66 820,6	66 665,1	68 065,2	1,9%	-1,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	77 340,8	72 090,7	67 082,9	64 795,1	63 236,5	63 189,6	63 032,3	64 518,4	2,1%	-0,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 261,6	3 043,1	2 735,3	2 783,3	2 522,7	2 484,1	2 535,0	2 520,7	1,5%	-9,4%
<i>Crédit-bail</i>	1 626,2	1 539,3	1 391,3	1 248,5	1 190,1	1 146,9	1 097,8	1 026,1	-10,5%	-17,8%
Crédits à l'habitat	149 151,3	153 981,6	158 309,0	162 158,6	162 779,5	164 324,3	166 411,5	168 991,5	2,8%	4,2%
Autres crédits	8 130,9	11 991,8	14 032,1	16 197,0	16 336,9	16 633,9	16 873,3	17 737,3	6,6%	9,5%
<b>Encours sain</b>	<b>239 510,7</b>	<b>242 646,5</b>	<b>243 550,6</b>	<b>247 182,6</b>	<b>246 065,7</b>	<b>247 778,8</b>	<b>249 949,9</b>	<b>254 794,0</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,1%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	5 079,8	4 966,4	6 118,8	6 346,7	6 343,6	6 390,3	6 278,9	7 398,8	15,8%	16,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	5 079,8	4 963,6	6 115,9	6 345,4	6 343,6	6 390,3	6 278,9	7 398,8	15,8%	16,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	2,8	2,9	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	6 564,7	7 908,5	7 124,7	8 179,8	8 066,4	7 837,0	7 254,8	6 952,9	-11,3%	-15,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	6 564,7	7 903,7	7 116,8	8 159,4	8 047,6	7 820,2	7 238,5	6 934,3	-11,3%	-15,0%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	4,7	7,9	20,4	18,8	16,7	16,3	18,5	10,6%	-9,2%
Crédits à l'habitat	281,2	254,4	228,7	202,8	201,5	189,9	188,6	177,0	-6,8%	-12,8%
Autres crédits	346,2	309,8	278,4	246,6	218,9	218,9	214,6	214,6	-2,0%	-13,0%
<b>Encours sain</b>	<b>12 271,9</b>	<b>13 439,1</b>	<b>13 750,5</b>	<b>14 976,0</b>	<b>14 830,4</b>	<b>14 636,1</b>	<b>13 936,8</b>	<b>14 743,3</b>	<b>0,7%</b>	<b>-1,6%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>11 548,8</b>	<b>11 684,8</b>	<b>13 088,0</b>	<b>7 644,4</b>	<b>7 991,3</b>	<b>7 337,4</b>	<b>7 980,6</b>	<b>7 702,9</b>	<b>5,0%</b>	<b>0,8%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>422 134,1</b>	<b>419 770,4</b>	<b>415 623,2</b>	<b>416 095,3</b>	<b>415 926,8</b>	<b>420 060,0</b>	<b>424 364,3</b>	<b>430 156,3</b>	<b>2,4%</b>	<b>3,4%</b>
Créances douteuses brutes	60 703,8	61 295,5	57 977,0	54 482,2	44 116,0	39 856,0	33 016,5	30 037,0	-24,6%	-44,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	24 785,6	23 598,2	22 086,3	18 117,9	16 871,7	14 288,8	11 986,0	10 905,4	-23,7%	-39,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	17 367,0	16 242,5	16 166,6	12 542,2	11 695,4	9 633,7	7 719,5	7 130,8	-26,0%	-43,1%
<i>(dt) Ménages</i>	7 425,2	6 879,3	5 884,6	5 501,6	5 116,5	4 398,2	4 226,6	3 733,8	-15,1%	-32,1%
<i>Provisions</i>	35 918,2	37 697,4	35 890,7	36 364,4	27 244,3	25 567,1	21 030,5	19 131,6	-25,2%	-47,4%
<b>Encours brut total</b>	<b>482 837,9</b>	<b>481 065,9</b>	<b>473 600,2</b>	<b>470 577,5</b>	<b>460 042,8</b>	<b>459 916,0</b>	<b>457 380,8</b>	<b>460 193,3</b>	<b>0,1%</b>	<b>-2,2%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	12,6%	12,7%	12,2%	11,6%	9,6%	8,7%	7,2%	6,5%	-2,1 pts	-5,1 pts
<i>Taux de provisionnement</i>	59,2%	61,5%	61,9%	66,7%	61,8%	64,1%	63,7%	63,7%	-0,5 pt	-3,1 pts

# Les crédits à l'économie

## Ensemble des établissements de crédit

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	73 439,8	65 433,8	59 151,3	58 802,2	59 240,5	60 723,2	61 963,7	59 998,4	-1,2%	2,0%
<i>Créances commerciales</i>	1 879,3	2 023,2	2 163,1	2 541,1	2 320,1	2 455,5	2 721,8	2 648,7	7,9%	4,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	37 173,9	30 375,6	28 929,9	27 250,0	28 098,9	29 296,9	29 534,9	29 366,2	0,2%	7,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3 587,2	3 308,5	2 909,6	2 758,2	2 729,0	2 628,2	2 498,3	2 419,8	-7,9%	-12,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	34 386,6	33 035,0	28 058,3	29 011,1	28 821,5	28 970,8	29 706,9	27 983,5	-3,4%	-3,5%
Crédits d'investissement	70 016,2	72 040,0	73 708,5	73 672,4	73 891,3	75 681,6	76 099,0	78 174,2	3,3%	6,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	68 799,5	70 585,2	72 133,1	71 876,3	72 083,2	73 824,1	74 213,6	76 200,5	3,2%	6,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 402,0	4 574,4	4 716,8	4 491,0	4 389,2	4 467,0	4 411,2	4 440,0	-0,6%	-1,1%
<i>Crédit-bail</i>	1 216,7	1 454,8	1 575,4	1 796,0	1 808,1	1 857,4	1 885,3	1 973,7	6,3%	9,9%
Crédits à l'habitat	15 692,2	14 316,3	13 910,7	13 516,1	14 031,2	14 228,2	14 617,7	14 701,9	3,3%	8,8%
Autres crédits	5 579,7	5 091,3	3 258,5	3 204,8	3 117,3	3 270,2	3 433,1	3 761,7	15,0%	17,4%
<b>Encours sain</b>	<b>164 727,9</b>	<b>156 881,4</b>	<b>150 028,9</b>	<b>149 195,5</b>	<b>150 280,3</b>	<b>153 903,2</b>	<b>156 113,4</b>	<b>156 636,3</b>	<b>1,8%</b>	<b>5,0%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	88 344,9	83 152,3	77 765,4	75 658,0	73 943,8	73 948,4	74 144,5	75 836,3	2,6%	0,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	83 454,8	78 566,7	73 632,2	71 615,6	70 220,5	70 306,8	70 501,1	72 258,6	2,8%	0,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 261,6	3 043,1	2 735,4	2 783,4	2 522,7	2 484,1	2 535,0	2 520,8	1,5%	-9,4%
<i>Crédit-bail</i>	1 628,5	1 542,4	1 397,7	1 259,0	1 200,6	1 157,5	1 108,4	1 056,9	-8,7%	-16,1%
Crédits à l'habitat	178 083,0	181 820,6	188 554,9	193 371,0	194 649,5	197 201,3	199 440,1	202 668,7	2,8%	4,8%
Autres crédits	8 375,8	12 240,3	14 458,6	16 558,1	16 719,4	17 007,2	17 215,3	18 074,9	6,3%	9,2%
<b>Encours sain</b>	<b>274 803,6</b>	<b>277 213,3</b>	<b>280 778,9</b>	<b>285 587,1</b>	<b>285 312,7</b>	<b>288 156,9</b>	<b>290 799,9</b>	<b>296 579,9</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,8%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	5 079,8	4 966,4	6 118,8	6 346,7	6 343,6	6 390,3	6 278,9	7 398,8	15,8%	16,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	5 079,8	4 963,6	6 115,9	6 345,4	6 343,6	6 390,3	6 278,9	7 398,8	15,8%	16,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	2,8	2,9	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	85 013,3	86 330,5	84 781,6	82 219,1	80 980,5	77 908,7	76 011,1	76 439,3	-1,9%	-7,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	85 013,3	86 320,2	84 769,0	82 195,1	80 958,4	77 888,9	75 991,6	76 420,8	-1,9%	-7,0%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	10,3	12,6	24,0	22,2	19,8	19,5	18,5	-6,7%	-22,8%
Crédits à l'habitat	1 010,8	883,6	754,7	623,0	201,5	556,0	554,6	488,2	-12,2%	-21,6%
Autres crédits	346,2	309,8	278,4	246,6	218,9	218,9	214,6	214,6	-2,0%	-13,0%
<b>Encours sain</b>	<b>91 450,1</b>	<b>92 490,3</b>	<b>91 933,4</b>	<b>89 435,4</b>	<b>87 744,5</b>	<b>85 074,0</b>	<b>83 059,2</b>	<b>84 541,0</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-5,5%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>11 712,3</b>	<b>11 834,7</b>	<b>13 234,2</b>	<b>9 231,2</b>	<b>9 692,2</b>	<b>9 238,8</b>	<b>9 952,6</b>	<b>9 467,5</b>	<b>2,5%</b>	<b>2,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>542 693,9</b>	<b>538 419,7</b>	<b>535 975,4</b>	<b>533 449,3</b>	<b>533 029,8</b>	<b>536 372,9</b>	<b>539 925,2</b>	<b>547 224,6</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,6%</b>
<i>dont ECHZE</i>	120 559,8	118 649,3	120 352,2	117 353,9	117 103,0	116 312,9	115 560,9	117 068,4	0,6%	-0,2%
Créances douteuses brutes	61 426,4	62 055,6	58 870,5	55 084,7	44 770,3	40 514,2	33 716,3	30 645,9	-24,4%	-44,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	25 303,0	24 158,0	22 819,4	18 668,0	17 473,7	14 895,2	12 633,9	11 497,0	-22,8%	-38,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	17 409,6	16 244,6	16 167,2	12 542,6	11 695,9	9 634,1	7 719,9	7 130,8	-26,0%	-43,1%
<i>(dt) Ménages</i>	7 900,0	7 436,9	6 617,2	6 051,3	5 718,0	5 004,1	4 874,1	4 325,4	-13,6%	-28,5%
Provisions	36 123,4	37 897,6	36 051,1	36 416,7	27 296,6	25 619,0	21 082,4	19 148,9	-25,3%	-47,4%
<b>Encours brut total</b>	<b>604 120,3</b>	<b>600 475,2</b>	<b>594 845,9</b>	<b>588 533,9</b>	<b>577 800,1</b>	<b>576 887,1</b>	<b>573 641,4</b>	<b>577 870,5</b>	<b>0,2%</b>	<b>-1,8%</b>
Taux de créances douteuses	10,2%	10,3%	9,9%	9,4%	7,7%	7,0%	5,9%	5,3%	-1,7 pt	-4,1 pts
Taux de provisionnement	58,8%	61,1%	61,2%	66,1%	61,0%	63,2%	62,5%	62,5%	-0,8 pt	-3,6 pts

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)